

Ambassade Belge
A Bruxelles

Adc

4 p

telegramme

1999



AMBASSADE
DE LA
REPUBLIQUE RWANDAISE

AVENUE DES FLEURS, 1
(coin av. de Tervueren)
B-1150 BRUXELLES

A traiter par

Date entrée :

N° Classement

01-02-92

1679/03-08

Affekt .4.2.92 R
Affekt .

Destinataire : MINAFFET

Copie pour info à

PRESIREP - PREMIER MINISTRE - MINADEF -
MININFOR - ORINFOR - S.C.R.

Texte n°F 101 /03.06.01/16.04.11.01 du 29 janvier 1992

Honneur vous faire parvenir, pour information,
copie article paru dans "LE SOIR" et "LA LIBRE BELGIQUE"
du 29 janvier 1992 sur le Rwanda et un article paru dans
"LA LIBRE BELGIQUE" du 27.1.1992 sur le Burundi.

Très haute considération.

AMBARWANDA BXL

3 Pages en annexe



Lundi 27 janvier 1992

Commentaire**Burundi :
crispation
du pouvoir**

Par Marie-France CROS

« Ils ont peur. » C'est ainsi que de nombreux Burundais ont commenté l'interdiction d'une conférence que devait tenir à Bujumbura, dimanche, Melchior Ndadaya, le président du Frodebu (Front démocratique burundais), qui passe pour un des principaux partis d'opposition.

Officiellement, ceux-ci sont toujours interdits puisque le décret-loi de 1966 instaurant le monopartisme au Burundi n'a pas encore été aboli. Un projet de constitution autorisant les formations politiques à certaines conditions doit cependant être présenté à référendum en mars et, depuis quelques mois, leurs activités sont tolérées.

Le président du Parti royaliste parlementaire (PRP) a ainsi pu tenir deux conférences à Bujumbura, en novembre dernier, et au début de ce mois. Cette dernière réunion, tenue dans un hôtel de la capitale burundaise, a vu des partisans du PRP, du Frodebu et du parti encore unique, l'Uprona, affronter verbalement leurs points de vue. Cela vous avait un petit air de conférence nationale - bien que tous les partis d'opposition plus ou moins déclarés ne s'y soient pas découverts - qui a dû incommoder des conservateurs. En effet, dans les semaines qui ont suivi, plusieurs militants royalistes ont été arrêtés et leur matériel de propagande saisi, en province.

Ce week-end, le président du Frodebu devait lui aussi tenir une conférence, au Centre culturel islamique. Un décret-loi du 31 décembre dernier soumet, en effet, à autorisation préalable les manifestations publiques, à l'exclusion des cérémonies du culte, rencontres sportives, etc., et conférences. Pourtant, samedi, le maire de Bujumbura faisait parvenir au Frodebu une lettre interdisant la conférence : jeudi dernier, la demande des gouverneurs de province, une rencontre avec le Président burundais s'était terminée par l'interdiction de ce type de réunion, jusqu'à l'adoption de la Constitution.

Selon le président du Frodebu, le Premier ministre, M. Adrien Sibomana, favorable à l'ouverture, n'était pas au courant de l'interdiction de la conférence et avait exprimé l'intention d'en discuter avec le ministre de l'Intérieur, le conservateur Libère Bararunyeretse. Le point de vue de ce dernier, visiblement, l'a emporté.

Certains voient dans cette interdiction l'expression de la peur du pouvoir face à l'intérêt porté à l'opposition : des centaines de personnes, Hutus et Tutsis, s'étaient présentées devant la salle de conférence, venues même de la turbulente province de Cibitoke (place-forte des extrémistes hutus). Elles ont accepté, à la demande de l'orateur, de se disperser pacifiquement. « Nous ne voulons pas tomber dans le piège de la violence », a dit M. Ndadaya.

D'autres estiment que c'est là un moindre mal si le président Buyoya arrive à imposer l'ouverture malgré l'attaque de novembre dernier, attribuée aux extrémistes hutus, et le renforcement des extrémistes tutsis qu'elle a généré.

On doit cependant surtout remarquer que cette interdiction ravive une tension que le pays a grand besoin d'oublier et risque de radicaliser ceux qui sont prêts à « jouer le jeu » démocratique. Le meilleur moyen de contrôler une casserole à pression n'est pas d'appuyer sur le couvercle.

Mercredi 29 janvier 1992

Rwanda : la guérilla envoie l'opposition au casse-pipe

Reconnaissant implicitement l'importance des partis politiques, le FPR veut qu'ils affrontent la répression

Curieuse conférence de presse que celle donnée mardi à Bruxelles par la guérilla rwandaise, le Front patriotique rwandais (FPR). Le principal orateur, Pasteur Bizimungu, chargé de l'Information au FPR, a procédé à un long exposé d'analyse politique de la situation actuelle au Rwanda. Celui-ci a, paradoxalement, permis à la presse de confirmer son impression : l'acteur principal du changement, aujourd'hui, c'est l'opposition non armée, qui agit à visage découvert à Kigali et non le FPR. C'est en effet essentiellement de ce que d'autres font qu'a parlé M. Bizimungu - en l'occurrence, les partis politiques.

ACCELERATION. M. Bizimungu note « une accélération du rapprochement » des points de vue des oppositions armées et non armées quant à l'analyse de la situation du pays : la crise est politique, sociale et économique, et aggravée par des mesures inadéquates. M. Bizimungu va plus loin et estime que la guerre menée par le FPR a été « réhabilitée » par l'opposition - et de citer une lettre des trois principaux partis d'opposition, le 5 décembre dernier, au président rwandais : « Les détenteurs du pouvoir, au lieu de chercher des boucs émissaires, devraient méditer sur leurs responsabilités dans le déclenchement et la conduite de la guerre actuelle ». L'opposition non armée partage la même analyse que nous, conclut M. Bizimungu.

Cette interprétation sera récusée par un représentant du MDR - Mouvement démocratique républicain, estimé généralement être le principal parti d'opposition - présent dans l'assistance, qui rejettera cette « réhabilitation » et soulignera que la même lettre condamnait explicitement la guerre. « La guerre menée par le FPR donne un prétexte au pouvoir pour réprimer l'opposition. Le FPR et le pouvoir sont des alliés objectifs », protestera Alexis Nsibimana.

On s'interrogeait aussi balayée par l'orateur d'un : « Vous êtes face à un pouvoir répressif, vous ne pouvez donc vous exprimer comme vous le voulez » - autrement dit : vous êtes obligés de nous condamner mais vous n'en pensez pas moins. Enfonçant encore un peu le clou - provocateur, selon certains observateurs -, M. Bizimungu ira jusqu'à affirmer, par la suite, qu'un journaliste de Kigali renommé pour ses écrits, Vincent Rwabukwisi, « a revendiqué son appartenance au FPR » dans une édition de son journal. Surprise dans l'assistance.

FAIBLESSE. M. Bizimungu - pour qui le multipartisme n'a été autorisé au Rwanda que parce que le FPR a déclenché la guerre - évoque des « contacts informels » avec « des » partis d'opposition.

L'orateur est-il conscient qu'en évoquant de tels contacts, il va obliger les partis à les démentir - ou à subir un nouvel accès de répression ? « L'oppo-

sition doit assumer son rôle. Le gouvernement MRND (NdIR : parti ex-unique) dit qu'il ne peut trouver seul de solution à la guerre, qu'il faut une participation de l'opposition. Celle-ci doit avoir des pouvoirs réels et doit donc accepter de faire face à son destin et à la répression. Je crois qu'elle ne se dérobera pas. »

- Bref, vous la mettez le dos au mur. Cela n'indique-t-il pas que le FPR est en position de faiblesse ?

« Mais, en novembre dernier, le gouvernement a déclenché une opération « ratissage complet », qui a échoué en rai-

son de notre résistance. »

DEPOSER ? Quant à déposer les armes, le FPR n'y pense pas, « d'abord parce que le gouvernement ne les dépose pas non plus » et exige, lors de contacts menagés par Washington ou Paris, une « reddition » pure et simple. Ensuite parce que « n'existent toujours pas les conditions de base pour un vrai changement démocratique - mais seulement une manipulation » visant à y faire croire. L'insécurité pour les civils est attestée par plusieurs assassinats et massacres. « Comment déposer les armes dans de telles conditions ? »

Marie-France CROS.

L'opposition armée continue à lutter contre Kigali

Rwanda : le FPR s'allie avec l'opposition civile

Considérée comme un « conflit de basse intensité » si on la compare aux drames qui déchirent l'Afrique, la guérilla qui se poursuit au Rwanda n'en est pas moins meurtrière, achevant de ruiner une économie déjà soumise aux rigueurs de l'ajustement structurel et à la chute du prix des exportations, le café notamment. L'adoption d'une nouvelle constitution prévoyant le multipartisme, le 10 juin 1991, n'a pas mis fin aux opérations menées depuis l'Ouganda par le FPR, le Front patriotique rwandais, qui vient en quelque sorte de se proclamer à Bruxelles le « bras armé » des nouveaux partis d'opposition apparus ces derniers mois au Rwanda. Une proclamation pour le moins dangereuse, parce que les nouveaux partis, encore assez faibles et peu organisés, pourraient se trouver victimes d'opérations de représailles...

Sur le plan militaire, MM. Bizimungu Pasteur, membre du Comité exécutif du FPR, Jacques Bihozagara, chargé de la diplomatie en Europe, et le commandant Frank Mugambage (qui ne s'exprime qu'en anglais) ont affirmé que leurs troupes étaient toujours présentes à l'intérieur du Rwanda et poursuivaient les combats, estimant que le dégel et le dialogue politiques sont loin d'être suffisants.

Il est un fait que les accrochages se poursuivent entre les « rebelles » rwandais, qui se défendent d'être un Front composé exclusivement de membres de l'ethnie tutsi, et les forces gouvernementales : cette semaine encore des

affrontements ont été signalés dans les environs des villages de Butaro et de Virunga : selon le FPR, les forces d'opposition auraient tué 43 soldats gouvernementaux. De son côté, la radio nationale rwandaise a déclaré que l'armée avait repoussé les rebelles. Auparavant, des diplomates rwandais avaient accusé les rebelles anti-gouvernementaux d'avoir massacré 38 civils dans le nord-est du pays, et en particulier d'avoir obligé des paysans à sortir de leurs cases et de les avoir abattus ensuite.

A ce sujet, M. Bizimungu Pasteur a déclaré à Bruxelles que le FPR ne s'en était jamais pris aux civils et il a rappelé le point de vue du Front sur les véritables raisons de la crise : absence de démocratie, trop longue hégémonie de l'ancien parti unique le MRND, la crise

économique, soulignant aussi que la guerre d'octobre 1990 lancée par le FPR depuis l'Ouganda avait marqué un tournant dans l'histoire du pays, obligeant le régime Habyarimana à composer, à admettre le multipartisme, à s'engager, fût-ce malgré lui, sur la voie des réformes. Il reconnut aussi que les contacts informels existaient entre le Front et ce qu'il appelle l'« opposition non armée », affirmant que tace à la répression, aux accusations de complicité avec les rebelles formulées par le régime, il appartenait à cette opposition de prendre ses responsabilités et de participer à la recherche d'une solution au conflit.

En ce qui concerne la position de la Belgique, les porte-parole du FPR exprimèrent un désaveu teinté de regrets, considérant que depuis la médiation zairoise entre-

prise par le président Mobutu depuis Gbadolite, les Belges ne se sont plus impliqués dans la crise rwandaise malgré le fait qu'ils aient été l'ancienne puissance de tutelle. Par ailleurs, il se montra très critique à propos de la présence de militaires français qui se prolonge à Kigali, considérant qu'il s'agit là d'une violation des accords de paix conclus sous l'égide du Zaïre.

Quant à l'hypothèse de déposer les armes, les représentants du FPR repoussèrent cette éventualité, pour le moment en tout cas : Déposer les armes ? Et où pourrions-nous le faire ? Au-delà de la boutade, ils soulignèrent aussi que si, dans le contexte actuel, le Front déposait les armes, il n'aurait plus aucune sécurité dans la région.

C. D.